

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 34/3 (2007)

DOI: 10.11588/fr.2007.3.50816

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

storikern. Denn zum einen sind es seit den frühen Vichy-Kontroversen immer wieder Wissenschaftler, die einen differenzierten öffentlichen Umgang mit dunklen Flecken auf der nationalen Geschichtsweste anmahnen und es als emanzipatorischen Akt begrüßen, wenn Opfer- und Minderheitengedächtnisse das jeweils Eigene an der Gesamtgeschichte zurückerobern. Zum anderen aber zeigt sich die Zunft regelmäßig erstaunt, daß einmal angestoßene Debatten aus dem Ruder laufen, kaum mehr den Maßstäben akademischer Kolloquien gerecht werden, geschweige denn der komplexen historischen Realität als solcher. Historiker empfinden es als bedauerlich bis schmerzhaft, wenn »Geschichtslobbies« im Interesse dieser oder jener Gruppe ein Vichy-Bild zeichnen, das deutscher Ausbeutung und Drangsalierung, deutschen Repressalien und Verbrechen keinen Federstrich mehr widmet: Als käme das besetzte Frankreich ohne seine Besatzer aus und als habe »*sous Vichy*« den lange obligatorischen Zusatz »*sous l'occupation allemande*« nicht ergänzt, sondern ersetzt. Doch es liegt in der Natur der Sache, daß Geschichte als Wissenschaft im öffentlichen Raum keine Deutungshoheit zu beanspruchen vermag und letztlich kaum eine Chance hat, zielgerichtetes Funktionalisieren gerade belasteter Vergangenheiten abzuwenden. Und eine Rückkehr zu den alten Klischees kann schließlich auch niemand ernsthaft wollen.

Dietmar HÜSER, Kassel

Klaus GROSSE KRACHT, *Die zankende Zunft. Historische Kontroversen in Deutschland nach 1945*, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht), 2005, 224 p., ISBN 3-525-36280, EUR 19,90.

Sous un volume ramassé, ce livre condense un très riche apport de données et de réflexions. Il déroule les controverses apparues en Allemagne depuis 1945 dans le champ de la »Zeitgeschichte«. Le terme déborde en amont notre »histoire immédiate«, car son regard remonte jusqu'en 1917: ce serait à peu près notre »histoire du XX^e s.«. Grosse Kracht, chercheur au Zentrum für Zeithistorische Forschung (ZZF) de Potsdam, retrace avec précision les péripéties, situe les intervenants, relie les débats culturels à la conjoncture politique du moment. Il ne masque pas le caractère personnel de certaines polémiques et il s'efforce de présenter avec objectivité les thèses qui s'affrontent.

Le premier niveau est celui de l'historiographie professionnelle. Les historiens de métier, en général professeurs d'université, travaillent dans un système hiérarchisé, selon des méthodes définies avec rigueur. La discussion entre collègues se développe dans les revues spécialisées et au congrès annuel des historiens, forum toujours animé. Cependant »la corporation en querelle«, dont parle l'auteur, ne détient pas l'exclusivité sur les problèmes délicats traités ici. Ceux-ci suscitent l'intérêt des journaux les plus intellectuels, la »Frankfurter Allgemeine Zeitung«, »Die Zeit«, de Hambourg, la »Süddeutsche Zeitung«, de Munich. Ces organes, qualifiés de »transrégionaux« pour leur audience nationale, exposent les données du débat, prennent position à leur tour, insèrent un dialogue contradictoire entre historiens. Ils donnent ainsi à la controverse un écho plus large et aussi une agressivité plus marquée. L'affaire échappe à la sphère scientifique pour interpeller l'opinion publique.

Le fil rouge est l'hypothèse du »Sonderweg«: tandis que la démocratie progressait en Europe, l'Allemagne n'a-t-elle pas suivi pendant un siècle une voie funeste, quasi-démoniaque, qui a débouché finalement sur le régime criminel de Hitler? Cette question sous-tend plus ou moins explicitement les controverses successives, que l'on peut seulement passer en revue ici.

Premier acte, »la catastrophe allemande« de 1945. Elle suscite une crise de conscience chez les savants honnêtes qui avaient adhéré au patriotisme bismarckien: Friedrich Meinecke, Gerhard Ritter, Hans Rothfels (juif qui a pu émigrer aux États Unis). Ils se démar-

quent du nazisme, en soulignant les valeurs humanistes de la tradition nationale. Deuxième acte, le coup de tonnerre de »Griff nach der Weltmacht« en 1961. Fritz Fischer décèle dans le »Deuxième Reich« de 1914 un programme impérialiste qui annonce le »Troisième Reich«. Gerhard Ritter dirige la contre-attaque, avant que se dégage une thèse moyenne. Troisième acte, la tempête universitaire de 1968. Comme en France, l'histoire n'est pas dans l'œil du cyclone, mais elle se trouve bousculée par »les sciences humaines«. On veut l'y absorber, notamment dans le programme scolaire du Land de Hesse. On débat sur le concept de »fascisme«, qu'un courant imprégné de marxisme attribue à des facteurs socio-économiques, comme un avatar du capitalisme pervers. Avec le quatrième acte, la fameuse »querelle des historiens«, »le point négatif de l'histoire allemande récente, l'Holocauste« est abordé de front autour de 1986. Ernst Nolte rejette le négationnisme néonazi, mais explique le nazisme comme une réaction défensive aux violences de la révolution bolcheviste. Le sociologue Jürgen Habermas le contredit dans une vraie »déclaration de guerre«, les experts se partagent et le public suit avec passion ce tournoi. C'est, dit l'auteur, »moins une discussion entre historiens sur la clarification de questions concrètes que plutôt un combat pour l'autorité médiatique qui doit donner la signification du passé le plus récent«. Cinquième acte, la réunification. Après la chute du mur de Berlin, de jeunes chercheurs de l'Est mettent en cause les concessions de leurs aînés au dogmatisme de feu la R.D.A. Sixième acte, un choc de l'extérieur. En 1996, la thèse de l'Américain Daniel J. Goldhagen accuse tout le peuple allemand de complicité passive avec le nazisme. Son livre et ses conférences soulèvent un écho considérable. Les historiens allemands font bloc pour contester scientifiquement une généralisation trop systématique, mais une exposition très visitée ébranle parallèlement l'image de la Wehrmacht, moins innocente que ne le disaient ses anciens.

Il s'agit donc d'un ouvrage remarquable, dont on souhaiterait l'équivalent en France. Car nous avons également nos champs minés: la Révolution française, Vichy, la guerre d'Algérie. Les débats au sein de la corporation historique y prennent plus d'âpreté que sur d'autres sujets. Les grands médias leur font parfois écho. Ils trouvent un intérêt d'actualité politique à cerner le parcours exact d'un jeune résistant, François Mitterrand, qui deviendra président de la République, ou à discuter si la colonisation outre mer a produit un bilan »positif«. Dans l'ensemble pourtant, la presse, même de qualité, porte à la recherche scientifique moins d'attention chez nous qu'outre-Rhin.

Pierre BARRAL, Montpellier

Astrid M. ECKERT, Kampf um die Akten. Die Westalliierten und die Rückgabe von deutschem Archivgut nach dem Zweiten Weltkrieg, Stuttgart (Franz Steiner) 2004, 534 p. (Transatlantische Historische Studien, Veröffentlichungen des Deutschen Historischen Instituts Washington, DC, 20), ISBN 3-515-08554-8, EUR 68,00.

Ce livre est la thèse de doctorat d'Astrid Eckert, préparée sous la direction du professeur Knud Krakau, soutenue devant la Freie Universität Berlin et publiée par l'Institut historique allemand de Washington, dont l'auteur a été jusqu'en 2005 collaboratrice scientifique. La thèse a obtenu un écho très favorable en Allemagne, primée par la FU Berlin et par le Deutscher Historikertag en 2004.

Selon le sous-titre du livre, l'étude est consacrée à la »restitution par les Alliés occidentaux des archives allemandes après la Deuxième Guerre mondiale«, expression qui n'en définit qu'incomplètement le contenu; le titre »Combat pour les documents« donne à penser que cette restitution ne s'est pas faite sans difficultés, ce qui est l'originalité et l'intérêt principal du travail. On sait que les Alliés ont saisi de nombreuses archives en Allemagne à l'effondrement du Reich nazi, et les Alliés occidentaux ont exploité en commun ce qu'ils avaient saisi, Anglais et Américains dès 1945, avec la coopération à part égale de la France à partir du